



354
Kenntnis genommen:
Pris connaissance: Mu

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN 19. Feb. 1992
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 17 février 1992

Au Conseil fédéral

Note d'information

Visite officielle à Washington du Conseiller fédéral René Felber (BRF), en sa double qualité de Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (CdE) et de Président de la Confédération, 10 au 11 février 1992

Nous vous soumettons, en annexe, une synthèse des entretiens que le soussigné a eus à Washington lors de sa visite officielle, les 10 et 11 février 1992.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

René Felber

Annexe mentionnée



Visite officielle à Washington du Conseiller fédéral René Felber (BRF), en sa double qualité de Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (CdE) et de Président de la Confédération, 10 au 11 février 1992

Comme il s'était engagé à le faire devant le Comité des Ministres du CdE, dont il assure la présidence jusqu'en mai 1992, BRF s'est rendu à Washington les 10 et 11 février. Accompagné de Mme C. Lalumière, SG du CdE, BRF a plaidé auprès des Américains la cause du CdE, qui pourrait, dans certains domaines (droits de l'homme, culture ...) veiller à l'application et à la vérification des décisions politiques prises par la CSCE.

Le hasard faisant bien les choses, c'est en sa qualité de Président de la Confédération que BRF a été reçu à la Maison Blanche. Il a eu par ailleurs un entretien substantiel avec M. Eagleburger, le "Acting Secretary of State", en l'absence de J. Baker, de même qu'un déjeuner de travail avec M. Kanter, Sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, et une discussion à bâtons rompus avec M. Z. Brzezinski, l'ancien collaborateur de M. J. Carter.

Empfang bei Praesident George Bush

Praesident Bush, umgeben u.a. von National Security Adviser General Scowcroft und Acting Secretary of State Eagleburger, empfangt BRF, begleitet von Generalsekretaerin Lalumière, BRE und SIN, waehrend einer guten halben Stunde im Oval Office, vor einem Kaminfeuer, zu einem Gedankenaustausch. Der Praesident war sehr entspannt, bei bester Laune und - offensichtlich - auch Gesundheit. Er fuehrte das Gespraech in einer sympathisch ungezwungenen Weise und zeigte sich als aufmerksamer, von Zeit zu Zeit Zusatzfragen stellender Zuhoeerer, der auf sein Gegenueber einzugehen weiss. Bush's Interesse galt als erstes BRF's Eindruecken von den Praesidenten der GUS-Republiken (Davoser Forum) und deren Meinungen zum Verhaeltnis mit Russland und zur Zusammenarbeit mit dem Westen. Seine Zusammenkunft mit Jelzin sei gut verlaufen. Ihr Zweck sei nicht die Loesung von konkreten Problemen gewesen,

sondern es sei darum gegangen, die Basis fuer eine gute Zusammenarbeit zu legen. Vordringlich sei es fuer Jelzin, die Wintermonate ohne Probleme zu ueberstehen. Bush zeigte sich vorsichtig optimistisch, verwies allerdings auf die latenten Sicherheitsrisiken und auf die enorme Dimension der Probleme in einem weltwirtschaftlich unguenstigen Zeitpunkt.

Dann erkundigte Bush sich ueber die schweizerischen Absichten mit Bezug auf die EG. Mit grosser Aufmerksamkeit hoerte er sich BRF's Ausfuehrungen zum Stand der Sache und den spezifisch schweizerischen institutionellen Problemen an, stellte auch Fragen ueber andere (potentielle) Beitrittskandidaten und schloss mit dem Hinweis auf die aehnliche institutionelle Debatte in England.

Frau Lalumière nahm den langdauernden, ungelosten Zypernkonflikt auf und dessen Auswirkungen auf die Arbeiten des Europarats. Sie ersuchte Bush, den bevorstehenden Besuch von Ministerpraesident Demirel zu benutzen, um auf die Tuerkei Druck auszuueben. In seiner Antwort verwies Bush auf gewisse Fortschritte, die sich letztes Jahr abgezeichnet und die Anlass zu Hoffnungen gegeben haetten. Nun sind die tuerkischen Wahlen dazwischengekommen, die der ihm nicht gut bekannte Demirel gewonnen hat. Die Situation sei schwierig. Die USA unterstuetzten die UN-Bemuehungen. Raum fuer spezifische US-Initiativen sehe er zur Zeit nicht, werde die Sache aber natuerlich mit Demirel aufnehmen. Schliesslich liess sich Bush ueber die verschiedenen Kontakte der Europarat-Delegation in Washington informieren. Diese stellten seiner Meinung nach eine gute Basis fuer die Zukunft dar.

Die ihm von BRF uebermittelte Einladung des Bundesrates, der Schweiz naechstes Jahr einen offiziellen Besuch abzustatten, verdankte er mit der Bemerkung, es sei kaum zu glauben, dass noch nie ein US-Praesident unserem Land einen offiziellen Besuch gemacht habe. Mit einem leicht bedauernden Unterton fuegte er bei, letztes Jahr sei eine Gelegenheit verpasst worden (700-Jahrfeier), umsomehr als ihm ja - wie er schmunzelnd ergaenzte - seine inter-

nationalen Aktivitaeten von seinen Gegnern zum Vorwurf gemacht wuerden. Bush schloss - in Reaktion auf eine entsprechende Bemerkung - mit der Bemerkung, er glaube die naechsten Wahlen zu gewinnen, aber die Kampagne werde schwierig sein.

Entretiens avec M. **Eagleburger (E), Acting Secretary of State**

BRF et Mme Lalumière (L) exposent le but de leur visite, à savoir la promotion de la coopération entre le Conseil de l'Europe et les Etats-Unis dans les domaines d'intérêt commun suivants: le droit, les droits de l'homme, la santé, la culture.

Au Département d'Etat, on admet que la coopération doit être approfondie, mais sans que cela ne conduise à des liens formels. On relève cependant les réticences que cette proposition suscite au Congrès (Dante Fascell, Chairman, House Foreign relations committee), difficultés liées à un manque de transparence dans le rôle respectif de l'exécutif et du législatif. L précise que le Conseil de l'Europe est un instrument idoine, en particulier dans la mise en oeuvre des lignes directrices de la CSCE touchant à la troisième corbeille.

L'accession de nouveaux membres au Conseil de l'Europe, liée aux conditions que l'on sait, soulève le problème important de la définition des frontières de l'Europe. BRF observe à quel point ses entretiens de Davos avec les dirigeants des nouvelles républiques ont révélé les grandes différences existant entre eux. Les républiques slaves sont naturellement plus proches de nous que celles d'Asie centrale que nous avons cependant intérêt à ancrer à l'Occident. A cet égard, le Département d'Etat encourage toute action européenne visant à développer les relations avec cette partie du monde "to offset iranian influence", la Turquie pouvant jouer dans ce contexte un rôle prépondérant.

L'entretien s'est poursuivi sur les besoins de ces Etats et sur l'importance de la dimension culturelle, tous étant néanmoins d'accord pour éviter une aide préférentielle fondée sur des réalités religieuses.

Prolifération

Il s'agit là d'une préoccupation centrale, notamment pour les Etats-Unis; E souligne que nous sommes confrontés à une série de problèmes qui sont liés les uns aux autres: parallèlement au contrôle des armes non-conventionnelles, il faut faire face à la réaffectation des centres de recherches et de production, des équipements, des techniciens. Parallèlement aux 400 millions de dollars d'aide qu'ils prévoient pour contrôler et éliminer les arsenaux (conformément aux accords bilatéraux existants), les Etats-Unis entendent créer un institut qui aurait pour mission la conversion professionnelle des techniciens nucléaires; mais encore faut-il pouvoir identifier les interlocuteurs responsables. A Washington, on voit par ailleurs le risque suivant: des républiques comme l'Ukraine peuvent être tentées par les avantages que la conservation du nucléaire représente en terme de poids politique sur la scène internationale.

Dans le contexte de cet héritage nucléaire, E en appelle à la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale. BRF relève pour sa part que, selon ses interlocuteurs de Davos, les centrales nucléaires de l'URSS sont toutes au niveau de celle de Tchernobyl au plan de la sécurité. Il serait moins cher de reconstruire à neuf que de vouloir moderniser ou corriger ce qui existe.

L revient sur la Turquie et se demande si en faisant appel à ce pays pour stabiliser le Caucase et exercer une influence constructive sur l'Asie centrale, on ne risque pas de réveiller le pan-turquisme et ses tentations hégémoniques. L évoque aussi le cas de Chypre. Pour E, la Turquie n'a manifestement plus de tentations impérialistes, cela appartenant au passé. Quant à Chypre, il s'agit d'une question spéciale qu'il faut isoler et traiter à part. Il n'y a pour l'instant pas de solution en vue. L est d'avis que si la question cyprïote est résolue, c'en est fini de l'avenir politique de M. Denktash. Pour les Grecs comme pour les Turcs, le problème cyprïote a valeur de mobilisation de l'opinion publique si bien que personne n'a finalement intérêt à une solution. Cet avis est partagé par le Département d'Etat où l'on pense que si

les Etats-Unis poussent leurs deux alliés vers une solution, ils s'en feront deux ennemis.

En conclusion E observe, avec un sourire entendu: "Please note that I haven't mentioned the F-18, I won't say more than that."

Le **Sous-secrétaire d'Etat Kanter (K)** s'est informé des projets du CdE en Europe centrale et orientale. Mme Lalumière (L) a pu lui faire une description générale des activités de l'organisation de Strasbourg en la matière (aide aux réformes démocratiques, formation de juristes, aide à la démocratie locale (soutenue par la Suisse), rapprochement lent et progressif des pays nouvellement indépendants avec le mécanisme du CdE, avec l'adhésion comme but ultime).

Concernant la question des frontières, la partie américaine n'a pas caché que l'Europe, pour les USA, est plutôt perçue en termes moral, culturel, stratégique que géographique. A BRF, qui souligne les différences entre les diverses républiques de l'ex-URSS, K répond par la nécessité pour l'Europe de n'en exclure aucune, même si certaines ne seront jamais tout à fait européennes. Tout doit être entrepris pour qu'aucune ne tombe dans la sphère d'influence iranienne. Selon L, le CdE sera peut-être amené à distinguer entre les républiques de culture occidentale et les autres. Pour corser le tout, L informe ses interlocuteurs que l'Azerbaïdjan a d'ores et déjà déposé sa candidature à l'adhésion au CdE.

Concernant la CSCE, K et un représentant du Pentagone partagent les préoccupations de BRF face à certaines tendances de la Conférence d'aller au-delà des décisions et de se doter d'organes d'application et de vérification. BRF semble éveiller l'intérêt des Américains, lorsqu'il met en avant le rôle qui pourrait être celui du CdE en la matière.

Pour ce qui est de la question des minorités, les deux parties sont d'accord pour que la CSCE, malgré ses échecs, ne s'en dessaisisse pas. Le sujet est explosif, aussi bien pour l'Europe que pour les USA. BRF estime que si un mode de règlement

pacifique des différends n'est pas adopté par l'ensemble des intéressés, l'Europe court un risque sérieux de revivre les divisions et les alliances qu'elle connaissait au début du siècle. On sent que sur ce dossier, les Américains, qui rejettent viscéralement le principe de sécession, sont encore plus désemparés que les Européens. K termine sous forme de boutade en se demandant si au fond il n'y a pas lieu de regretter la guerre froide qui a retenu, un peu comme de la colle, les différentes pièces qui s'éloignent aujourd'hui les unes des autres.

Pour Brzezinski (B) la question centrale de l'ex-URSS est l'Ukraine. Son règlement conditionne en effet la définition de la "russité". Face à Eltsine, que B compare à l'Ataturk de la fin de l'Empire Ottoman, qui s'accommode de l'indépendance de l'Ukraine, B voit monter une force inquiétante, composée notamment des "démocrates" (Popov, Soltchak), qui, elle, s'oppose à toute idée d'indépendance de Kiev.

Il cite à ce propos une lettre qu'un de ses conseillers et futur ambassadeur russe à Washington, Loukine, a fait parvenir à Eltsine. Il en ressort que la Russie doit s'approprier aussi vite que possible l'armée rouge et la flotte de la Mer Noire. Par ailleurs, la question ukrainienne doit être rouverte: la fermeture des robinets de pétrole créerait une explosion sociale et un mécontentement tels que les Ukrainiens, dont le vote pour l'indépendance était surtout un vote pour une vie meilleure, rejoindraient la famille russe. Selon B, il est essentiel pour l'Ouest que ce plan ne réussisse pas et que l'Ukraine puisse consolider son indépendance (en se dotant le plus vite possible d'une armée et d'une monnaie). Faute de quoi l'Ukraine ne pourra pas tenir sa place dans le concert des pays européens vers lesquels tout la pousse, et la Russie ne pourra qu'échouer dans sa transformation en un Etat moderne.

B n'a pas écarté définitivement la menace d'un coup militaire ("Ruskoï est dangereux"). Il aurait appris que les réserves alimentaires de l'armée rouge sont considérables et n'ont pas été entamées.

B est critique à l'égard des résultats de l'aide occidentale à l'Europe centrale et orientale. Cette aide a trop souvent augmenté la dépendance ("le lait français à Varsovie est moins cher que le lait polonais").

B estime que dans la plupart des pays le cadre de la privatisation a été réussi, mais que la transformation en une économie de marché ne fonctionne pas. Parmi les milliers de livres consacrés à l'économie, aucun ne traite de la transformation d'un système d'économie planifiée en un système d'économie de marché. Voilà, selon B, la raison de l'échec ("nous n'avons aucune recette").

Pour éviter une explosion sociale en Europe centrale et orientale, B préconise un plan Marshall du logement portant sur 10 à 20 mia de dollars (garantis par les Etats selon le modèle de l'emprunt israélien). Seule une telle mesure serait susceptible de galvaniser les économies de la Pologne, de la Hongrie et de la RFTS (PNB à la baisse et chômage à la hausse).

B, le démocrate, n'a pas manqué de relever l'absence de politique de l'administration républicaine à l'égard de l'Europe centrale et de l'ex-URSS. Par ailleurs, il n'exclut pas une intervention américaine contre l'Irak ou la Libye, si le candidat Bush devait se trouver en difficulté dans les sondages.